

DE L'AUTRE CÔTÉ DJIBOUTI  
በሌላ በኩል

L'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) est présente à Djibouti depuis 2009 et travaille auprès du Gouvernement et des partenaires des Nations-Unies et de la société civile afin de faciliter la gestion des questions migratoires dans le pays et porter assistance aux migrants et populations vulnérables dans le besoin.

Situé à la pointe de la Corne de l'Afrique, Djibouti est la porte d'entrée vers le Moyen-Orient et les pays du Golfe où nombre de migrants de la région se dirigent en quête d'opportunités économiques et à la recherche d'une nouvelle vie.

Djibouti est devenu un point de transit majeur pour ces personnes mais également un pays de destination pour des milliers de migrants venant principalement d'Éthiopie.

Nous avons voulu raconter, par le biais des œuvres de Patrick Singh, l'histoire de ces migrants et revenir sur les parcours de ces individus dont les destins ont basculé du fait de la guerre, de situations économiques difficiles ou de catastrophes naturelles. Nous avons également souhaité mettre en lumière

la situation des populations qui accueillent ces migrants et auxquelles nous portons aussi assistance.

Au-delà des chiffres et des statistiques, la migration est avant tout une histoire de femmes et d'hommes qui affrontent des difficultés quotidiennes à la recherche d'une vie meilleure. Cette histoire se lit dans les chaussures et les bouteilles d'eau éparpillées le long de la route qui traverse Djibouti, dans les restaurants éthiopiens qui ont fleuri en ville et dans les langues parlées dans les quartiers de la capitale et dans les régions.

Je tiens ici à remercier les membres du Gouvernement, nos partenaires et les bailleurs de fonds et en particulier l'Union européenne qui nous permettent d'être présents au quotidien auprès des populations migrantes et djiboutienne et qui nous ont permis de réaliser ce très beau projet artistique.

Merci également à Patrick Singh et Agnès Matha pour le travail réalisé et aux collègues de l'OIM pour avoir porté avec enthousiasme et vigueur cette initiative.

Stéphanie Daviot, *Chef de Mission, OIM Djibouti*



Parler de migration peut bien souvent nous conduire à nous enfermer dans le piège de données statistiques ignorant la souffrance et les vies humaines.

Il est essentiel de se souvenir que tout migrant laisse derrière lui un vécu pour se projeter vers son monde meilleur qui se résume à « là-bas ma tête, ici mon corps. »

De nombreux acteurs accompagnent ces migrants dans leur quête - des ONG, des autorités publiques, l'OIM - et l'Union européenne qui est fière de soutenir un grand nombre d'entre eux.

Ce carnet clôt un ensemble d'activités de sensibilisation sur les risques de la migration irrégulière. Des photos, des peintures sur les murs du Centre d'Orientation et d'Assistance aux Migrants d'Obock et des recueils de poèmes ont déjà été choisis comme support pour informer, témoigner et prévenir de ces dangers. Ces activités de sensibilisation ont toutes été réalisées dans le cadre de notre projet Solutions pérennes pour les migrants, les réfugiés et les communautés hôtes, financé par le Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'Union européenne.

Aidan O'Hara, *S.E l'Ambassadeur de l'Union européenne auprès de Djibouti et de l'IGAD*

Pour parachever ce cycle, la Délégation a choisi de consacrer une exposition pour partager ces histoires de vie, écrites par Agnès Matha et illustrées par le dessin et la peinture de Patrick Singh. Les œuvres réalisées y seront vendues et les bénéfices seront intégralement versés à deux organisations non-gouvernementales avec lesquelles nous travaillons : Caritas et Solidarité Féminine.

Merci à l'OIM, au gouvernement djiboutien et à nos partenaires de mise en œuvre qui nous permettent de soutenir, d'assister et d'accompagner les populations migrantes et les communautés djiboutiennes qui les accueillent.

Merci à mon équipe qui s'est engagée pour que ce carnet de peintures et ce recueil d'histoires de vies restent comme un témoignage fort des risques de la migration irrégulière le long du Corridor Est, à Djibouti.

Je vous invite à découvrir ce carnet tout en formulant le vœu que cette réalisation nous permette de poser un regard bienveillant sur la protection que des êtres humains fragiles méritent.





# ОБОЦК







Ce sont deux fillettes pétillantes habillées à l'identique qui arrivent en courant du côté du réfectoire, vide à cette heure-ci. Des rires d'enfants qui rompent le silence de l'après-midi. Elles sont facétieuses ces deux petites dans leurs robes à volants. Leur maman pourrait être leur sœur tellement elle semble jeune, fragile. Elle s'appelle Tameema, elle est une survivante.

Tameema et ses jumelles sont arrivées au Centre d'Orientation et d'Assistance aux Migrants (COAM) de l'OIM à Obock depuis à peine un mois, après avoir quitté le Yémen à bord d'une embarcation sommaire.

Amina et Tuba sont nées au Yémen, elles ne connaissent pas leur père. Celui-ci est parti sans plus jamais donner signe de vie après avoir frappé Tameema plus fort que d'habitude. « Recevoir des coups, c'est normal pour une femme dans ma culture » explique-t-elle. Même lorsque l'on est enceinte de 8 mois.

Elle dit que c'est à cause de lui qu'elle est venue au Yémen. Elle vivait du côté de Gasra, la région Oromo en Éthiopie, avec ses frères et sœurs et leur mère quand cet



homme, un voisin qu'elle ne connaissait pas, l'a emmenée de force pour se marier. « Du jour au lendemain, à 13 ans, au nom d'une tradition dont je n'avais jamais entendu parler, j'ai quitté ma famille, changé de maison, arrêté l'école, je me suis retrouvée enceinte d'un homme de l'âge de mon père. » Leur première fille, Hikma, naît.

Leur situation économique est mauvaise, Tameema ne va pas bien, elle voudrait rentrer chez elle mais c'est impossible car elle n'est plus vierge.

Son mari lui parle obstinément d'opportunités au Yémen, d'un changement de vie pour eux, loin des interférences familiales et d'un quotidien sans argent ni confort. Ses frères sont réticents mais Tameema elle-même les convainc de la laisser partir. Elle leur confie Hikma et s'en va en passant par Djidjiga, puis Bossasso en Somalie.

« La dernière fois que j'ai vue ma fille, elle rampait. J'ai pris de ses nouvelles régulièrement, je sais qu'elle va bien. Aujourd'hui elle a 9 ou 10 ans. »

T A M E E M A



À propos de la traversée sur un bateau de pêche pour arriver au Yémen, elle résume : « J'espère que Dieu ne verra plus jamais ça, la peur qui rend les gens fous, c'était horrible. »

Commence une vie de labeur, d'humiliations et de petits secrets. Tameema travaille comme femme de ménage, ce qui leur permet d'avoir un logement ; elle raconte ne jamais avoir vu l'argent que son mari disait rapporter autrement qu'à travers le khat qu'il prenait toute la journée. « J'ai commencé à cacher une partie d'À ce que je gagnais pour épargner. »

« Il y a quatre ans, il s'est enfui et parce que Dieu l'a voulu, j'ai accouché de deux petites filles en bonne santé ; moi, j'étais comme morte. L'échec de ma vie, c'est à cause de lui. » Ses larmes coulent doucement.

La famille yéménite chez qui Tameema vivait lui a permis de rester quelques semaines avec ses bébés. Elle n'a plus d'argent et pour ne pas avoir à mendier, elle boit « de l'eau mélangée avec du sucre pour avoir des forces et allaiter mes filles. »

Grâce à la mobilisation et au soutien de la communauté somalie, la jeune femme retrouve du travail dans un hôpital ; en échange du ménage elle est logée et ses filles sont gardées à la nurserie.

« Je n'étais pas en bonne santé, j'étais épuisée moralement et physiquement. » Peu d'argent, pas de famille, pas d'horizon. L'idée de rentrer en Éthiopie a commencé à germer.

« Lorsque mes filles ont appris à marcher, le matin je travaillais à l'hôpital et l'après-midi je faisais du porte

à porte pour laver le linge chez les gens. J'ai réussi à économiser l'équivalent de 90 000 DJB pour payer un bateau de passeur et venir à Djibouti » dit la jeune femme sans fierté particulière.

C'est le jour du grand départ. Tameema embarque enfin avec ses filles, Djibouti en ligne de mire. Alors que les côtes se dessinent, l'embarcation est interceptée, retour à la case départ : le Yémen et le désespoir en bandoulière.

Pas d'eau, rien à manger pour les fillettes, et à peine la promesse d'une deuxième tentative bientôt. L'attente dans le désert encore et les passeurs qui font monter les prix pour tout : pour des biscuits et du lait, pour un autre voyage sur une barque incertaine.

Au milieu du chaos, une petite fraternité naît et les habitants l'aident à trouver de quoi nourrir les jumelles. Tameema donne ses derniers billets pour tenter de rejoindre à nouveau Djibouti.

Les passeurs l'informent que la traversée est imminente. « J'étais affamée, les poches vides, plus rien n'avait d'importance. Je priais seulement pour ne pas voir mes filles mourir » se souvient-elle.

Elles arrivent de l'autre côté et sont accueillies au COAM.

« Je rêve de chez moi. J'ai contacté ma famille et je leur ai dit que j'allais bientôt les revoir. Je n'ai pas pu leur raconter quoi que ce soit, ils auraient été brisés comme je le suis. Le moment de vérité viendra. »

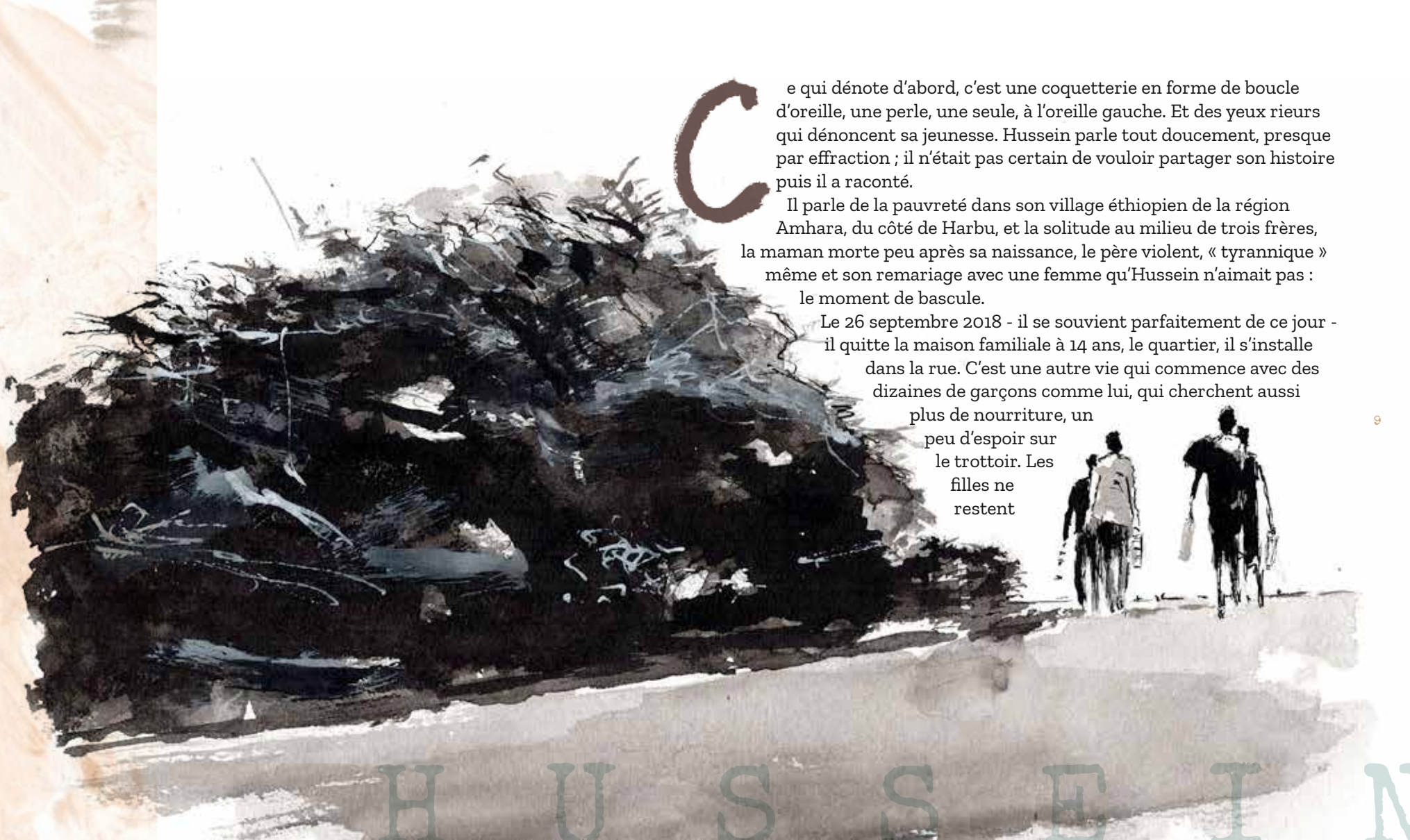
À la perspective du retour, son visage s'illumine. Les deux fillettes jouent à cache-cache, pleines de l'insouciance de leur enfance. ❖

Ce qui dénote d'abord, c'est une coquetterie en forme de boucle d'oreille, une perle, une seule, à l'oreille gauche. Et des yeux rieurs qui dénoncent sa jeunesse. Hussein parle tout doucement, presque par effraction ; il n'était pas certain de vouloir partager son histoire puis il a raconté.

Il parle de la pauvreté dans son village éthiopien de la région Amhara, du côté de Harbu, et la solitude au milieu de trois frères, la maman morte peu après sa naissance, le père violent, « tyrannique » même et son remariage avec une femme qu'Hussein n'aimait pas : le moment de bascule.

Le 26 septembre 2018 - il se souvient parfaitement de ce jour - il quitte la maison familiale à 14 ans, le quartier, il s'installe dans la rue. C'est une autre vie qui commence avec des dizaines de garçons comme lui, qui cherchent aussi

plus de nourriture, un peu d'espoir sur le trottoir. Les filles ne restent



H U S S E I N



pas longtemps, elles sont embauchées comme femmes de ménage, un privilège selon lui.

« J'ai passé presque deux ans dans la rue, j'ai travaillé, j'ai mendié ; les bons jours je mangeais deux repas. Puis j'ai vu des gens bien habillés revenir d'Arabie saoudite et je me suis demandé, pourquoi pas moi ? »

Le jeune homme savait qu'il y avait la guerre au Yémen, il avait entendu parler des dangers de la route migratoire mais il veut « partir plutôt que mourir de faim dans mon pays. »

Il entreprend le voyage à pied avec un groupe de garçons de son âge, 16 ans. Logia, Samara, Galafi, Obock, le lac Assal. Avec des passeurs, ils marchent jour et nuit pendant 10 jours à travers plaines, désert et montagnes.

Sans argent mais avec promesses de virement à l'arrivée.

Deux étapes deux versements : le premier après avoir été débarqué au Yémen, le second avant de passer la frontière avec l'Arabie saoudite. Une nouvelle vie après deux coups de téléphone, et si c'était possible ?

« Le rêve s'est transformé en cauchemar à la descente du bateau au Yémen. Les passeurs yéménites retiennent les passagers jusqu'à ce qu'ils reçoivent l'argent. J'ai appelé mon oncle, il ne savait même pas

que j'étais parti. Je lui ai demandé d'envoyer l'équivalent de 60 000 Birrs (environ 200 000 DJF) pour pouvoir continuer, heureusement il a accepté immédiatement. Ceux qui résistent, ceux qui ne peuvent pas payer sont battus parfois à mort » dit-il avec les yeux qui brillent un peu plus intensément.

Les migrants qui payent sont vendus à d'autres passeurs. Et quelques jours plus tard, le scénario se répète : chemins de traverse, clandestinité. La nouveauté, ce sont les avions militaires qui volent au-dessus d'eux, la peur chevillée au corps, la guerre le long de la route. La promesse d'une vie meilleure se rapproche et fait tout endurer.

Près de la frontière avec l'Arabie saoudite, les passeurs ont exigé qu'Hussein appelle sa famille pour envoyer l'argent. Son oncle paie 60 000 Birrs de plus, dernier sésame pour un nouveau destin.

« Nous étions 23 à essayer de traverser la frontière, 16 ont été tués devant moi. J'ai été capturé avec les autres. Nous sommes restés en prison pendant 10 jours. »

Grâce à l'intervention de la Croix Rouge, le groupe est libéré et emmené à Aden. Fin du voyage.

À partir de ce moment-là, Hussein explique qu'il n'avait plus qu'une envie, celle de rentrer. Il passe de longs mois dans la rue à Aden au milieu des réfugiés éthiopiens pour payer son voyage de retour. À force de petits boulots et de détermination, il parvient à réunir la somme nécessaire pour partir.

Le jeune homme n'évoque même pas le trajet tellement

il lui semble anecdotique en comparaison de ce qu'il a vu et vécu au Yémen. « J'étais impatient de rentrer me mettre à l'abri » reconnaît-il.

Cela fait trois mois qu'il vit au COAM. « Je me sens en sécurité ici. » Dans le cas d'Hussein, la question se pose de savoir chez qui il pourrait rentrer en Éthiopie. ❖



ETHIOPIE

DJIBOUTI

LAC ASSAL

TADJOURA

DJIBOUTI

YÉMEN

OBOCK



Nima ne connaît pas son âge. Elle propose, gênée, « 45 ans peut-être » ; mais tout en elle indique qu'elle est beaucoup plus jeune.

Presqu'immédiatement, elle pleure. Elle veut raconter néanmoins. En larmes, elle explique qu'elle devait partir de chez elle, qu'elle n'avait pas le choix. « Depuis mon enfance je suis affamée ; nous n'avions pas d'argent pour la nourriture et encore moins pour les fournitures » dit-elle pour justifier qu'elle ne soit jamais allée à l'école.

Nima ne sait donc pas non plus à quel âge elle a quitté l'Éthiopie, sans dire au-revoir à personne, direction le Yémen parce qu'elle a grandi avec « les histoires de gens qui ont réussi ailleurs. » À titre d'indication temporelle, elle dit dans un doux sourire qu'elle n'avait pas de poitrine à l'époque, avant de préciser qu'elle était très maigre aussi.

Elle a marché jusqu'à Dikhil, aidée par ceux qui ont tenté l'aventure avec elle. Elle résume cette partie de son parcours en évoquant la grande chaleur, la fatigue, la peur de la mer ; autant d'épreuves qu'elle endure en pensant à la perspective d'aider sa famille lorsqu'elle arrivera.

« De l'autre côté, c'était comme le paradis, il y avait des routes, l'électricité. »

Le paradis de Nima ressemble à une grande maison yéménite dans laquelle elle est payée pour faire le ménage.

« J'y suis restée presque trois ans. J'ai épargné de l'argent et j'ai pris du poids. » Si elle partage cette information,



Nima ne connaît pas son âge. Elle propose, gênée, « 45 ans peut-être » ; mais tout en elle indique qu'elle est beaucoup plus jeune.

c'est pour faire comprendre qu'elle était bien traitée et également pour évoquer avec délicatesse la transformation de son corps.

« C'est à ce moment-là que le démon a pris possession de moi, dit-elle dans un demi sourire : j'ai rencontré un garçon de ma communauté. Je suis tombée enceinte. Il me battait quand il prenait du khat et moi je lui ai donné tout mon argent. »

Le petit Bilal naît, suivi un an plus tard de son frère, Gadiza. Le père disparaît et ne donne plus jamais de nouvelles. Le paradis n'existe plus ici.

« Beaucoup de femmes se retrouvent dans la même situation, confie-t-elle. Les hommes nous utilisent en prenant l'argent que nous gagnons. Nous les aimons mais pas eux. » Nima se remet à pleurer. Malgré son ample robe, elle ne peut pas cacher qu'elle est à nouveau enceinte. « Je me suis encore fait avoir » reconnaît-elle, désespérée. Réalisant que les racines sont essentielles, elle décide de rentrer en Éthiopie. C'est la famille qui l'emploie qui paye la traversée jusqu'à Djibouti ; Nima éprouve le besoin de prévenir son père à qui elle n'a pas parlé depuis 10 ans, « j'étais si heureuse de l'entendre. » Elle évoque les deux garçons de 8 ans et 7 ans mais ne mentionne pas qu'il y aura un bébé.

Nima, Bilal et Gadiza vivent au COAM depuis sept mois. Elle peut accoucher à tout moment. « Je vis ici comme une mendiante et je ne veux pas être un poids pour ma famille. Les garçons pourront travailler pour aider. Mais celui-là...Je suis prête à le donner pour ne pas revenir avec lui » dit-elle en désignant son ventre. ❖





**F**iromsa va mieux, Alhamdoulillah. Le Docteur Youssouf explique que le jeune homme était un sérieux cas médical lorsqu'il est arrivé il y a un peu plus de deux mois. Firomsa ne se souvient pas de tout, « je ne contrôlais plus mon corps ni ma tête » dit-il. Après avoir été hospitalisé à Djibouti, il reprend des forces chaque jour et retrouve une forme de sérénité au COAM.

Il est parti de chez lui il y a deux ans, il avait alors 15 ans. À Harar, en Éthiopie, il vivait avec ses sept frères et sœurs et sa mère. À la mort du père, leur petite exploitation agricole est mise en location pour assurer un revenu régulier pour la famille. Les frères qui sont mariés travaillent pour compléter ce revenu.

« Tous les fils de fermiers de la région ont voulu partir en Arabie saoudite après avoir entendu des voisins dans leurs vêtements chics raconter la belle vie là-bas, les promesses de richesse » explique-t-il comme pour justifier son départ.

C'est sa famille qui a incité Firomsa à tenter sa chance, sous prétexte qu'il est jeune, énergique. « Ma mère m'a donné 18 000 DJF pour aller jusqu'à Bossasso en Somalie. »

Le jeune homme part seul mais le fait de parler oromo lui permet de s'intégrer facilement aux petits groupes qu'il croise sur sa route. Grâce à l'argent dont il dispose, il paye des passeurs qui l'emmènent en voiture en passant par Hargeisa, au Somaliland ; il descend pour marcher plusieurs kilomètres à chacun des nombreux points de contrôle. Le périple dure 15 jours. Il affirme qu'il n'a éprouvé aucune inquiétude jusqu'au Yémen.

« À partir de là dit-il avec émotion, j'ai su ce qu'était la peur. J'ai été capturé par des passeurs qui m'ont frappé et forcé à téléphoner à ma famille pour demander de l'argent. Ceux qui résistaient étaient battus à mort. J'ai obtempéré immédiatement. » L'un de ses frères envoie l'équivalent de 12 000 Birrs pour le libérer.



F I R O M S A





Firomsa, déjà marqué par cette épreuve, continue jusqu'à Maarib. Il n'a plus d'argent, il est contraint de mendier pour manger. Un peu plus loin il trouve du travail dans une ferme qui produit du khat où il reste plusieurs mois avant de continuer à avancer vers la frontière avec l'Arabie saoudite. Accompagné de trois Éthiopiens, il emprunte sans le savoir « la route de la contrebande » : alcool, cigarettes, humains, tout s'achète se vend se négocie. Le petit groupe tombe entre les mains des trafiquants, Firomsa fait payer 10 000 Birrs par sa famille, un autre paye aussi, les deux autres sont tués devant eux. « J'ai vu l'horreur dit le jeune homme en pleurant, j'étais incapable de continuer. »

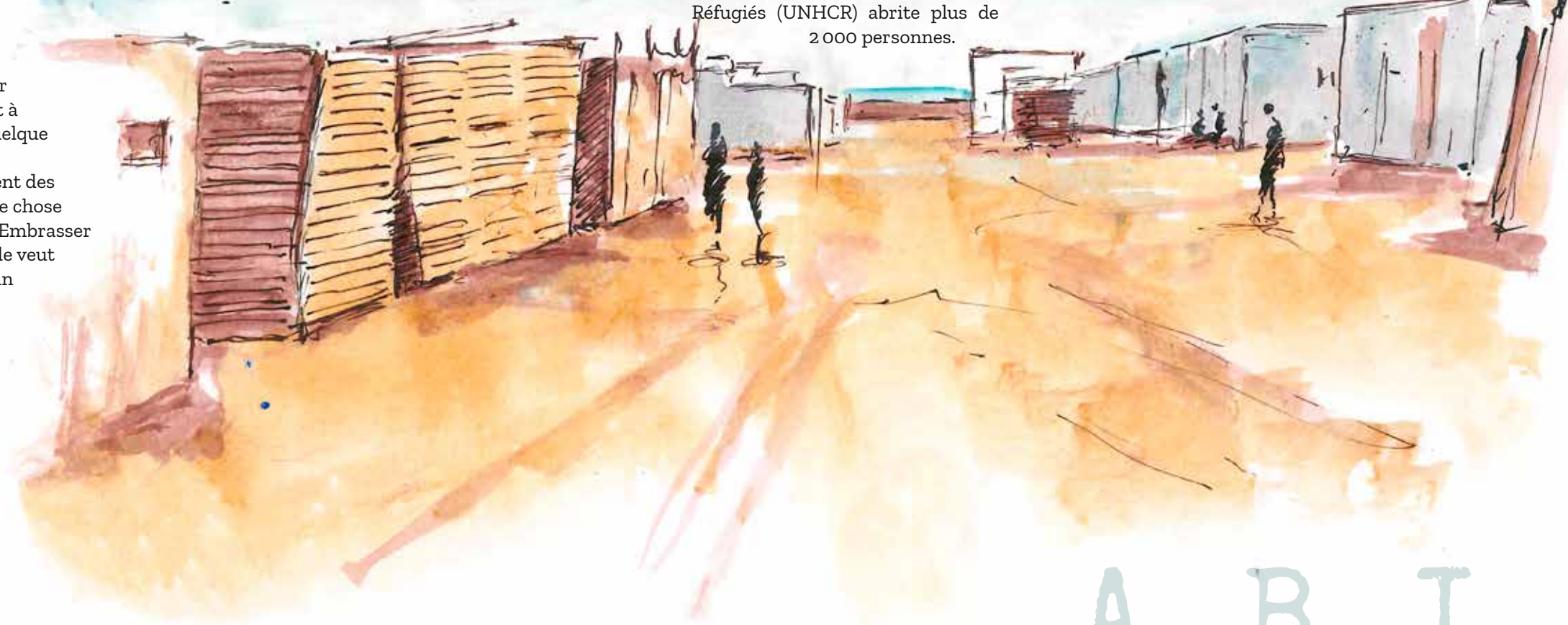
Il fait demi-tour après que sa famille lui ait encore envoyé 5 000 Birrs. Il est fragile psychologiquement, il y a des échanges de tirs liés à la guerre, d'autres morts sur la route, « j'étais sûr que j'allais mourir » avoue-t-il.

Depuis qu'il a un peu récupéré au COAM, le jeune homme veut absolument dire aux autres ce qu'il se passe réellement « là-bas » : « Je veux convaincre tous ceux qui souhaitent partir de ne pas écouter les marchands de faux rêves. Leur conseiller de garder tout l'argent qu'ils s'appêtent à donner aux passeurs pour construire quelque chose chez eux. »

Firomsa compte les jours qui le séparent des retrouvailles avec sa famille. La première chose qu'il fera en rentrant chez lui, à Harar ? Embrasser les genoux et la tête de sa mère comme le veut la tradition lorsque quelqu'un rentre d'un voyage. Et ne plus jamais partir. ❖

Il suffit de traverser la route pour basculer dans une autre réalité. De l'autre côté du goudron, dans une zone gigantesque qui laisse une impression de vide, des dizaines de bâtiments en préfabriqués constituent le « village de réfugiés » de Markazi, dans lequel le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) abrite plus de 2 000 personnes.

Ce sont des familles essentiellement yéménites, arrivées en 2015 de la ville de Dhubab, dans le sud-ouest du pays. La famille d'Abir habite dans un deux pièces exigu. Les neuf enfants vont et viennent en uniforme au gré des heures de sortie des classes, seule la petite dernière, née dans le « village », reste autour





de sa maman ; le mari d'Abir travaille à cette heure-ci, il est enseignant et responsable de l'école qui se trouve dans l'enceinte de Markazi.

Il règne un doux désordre là-dedans, qui ne semble pas affecter Abir et sa sœur. Les deux jeunes femmes passent leur temps ensemble, elles sont venues du Yémen par le même bateau, lorsque leurs maisons respectives ont été détruites par des tirs et qu'elles ont tout perdu.

« Nous avons embarqué sur un bateau de marchandises et d'animaux il y a sept ans avec un petit sac chacun, en laissant toute une vie derrière nous. Pendant les quatre premières années dans le camp, nous vivions sous des tentes. Tout l'inconfort du monde vaut mieux que la crainte permanente de mourir » dit Abir avec évidence.

Elles n'ont pas eu d'autre choix que de s'adapter, à l'environnement, à la promiscuité, aux rapports entre les gens. « Rien n'est comme chez nous ici » disent-elles de concert, en souriant. Il n'y a que la chaleur écrasante de Djibouti à laquelle elles ne s'habituent pas.

Les deux sœurs sont reconnaissantes de tout et en particulier de la possibilité qu'ont leurs filles d'aller à l'école. Abir explique qu'elle a été mariée à 14 ans et a accouché tous les deux ans, alors elle sait la chance qu'ont ses enfants de pouvoir apprendre.

« C'était difficile avant la guerre aussi, spécialement pour les filles. Au Yémen aujourd'hui, à 12 ans ma fille pourrait déjà être mère » explique-t-elle en désignant l'une des jeunes filles qui vient d'entrer dans sa blouse d'écolière. Ses deux filles aînées vont à l'Université à Djibouti précise la mère avec fierté.

Depuis quelques mois la vie d'Abir a radicalement changé. La jeune femme a bénéficié d'un programme mis en place par l'OIM en 2021 pour développer une activité génératrice de revenus. « Je me suis lancée dans le business » dit-elle en éclatant de rire. En effet la petite pièce qui sert de salon et de dortoir débordait de chaussures, vêtements, boîtes de parfum, paires de draps, emballés dans des pochettes en plastique transparentes. « Je suis rentrée hier du Yémen où j'ai vendu des cartons de parfum achetés ici et j'ai négocié toute cette marchandise » explique Abir en prenant au hasard un tee-shirt pour garçon tout neuf.

Elle a fait l'aller-retour en bateau, « c'est si près. » Elle est restée deux mois, malgré la peur éprouvée liée à la guerre et aux souvenirs anéantis. Abir en a profité pour voir ses parents, venus avec elle et sa sœur à Djibouti en 2015 mais ils ont choisi de rentrer dans leur pays finalement.

Cette opportunité constitue une révolution pour la jeune femme et sa famille. « J'avais les yeux fermés sur le monde jusqu'à présent » reconnaît-elle.

Elle insiste sur le fait qu'au Yémen une femme n'a pas le droit d'exercer ce type d'activité. « Je crois que mon mari et mes enfants sont fiers. J'espère que cette expérience leur montre que tout est toujours possible. »

Les sœurs travaillent à deux. Elles ont réfléchi aux produits qui manquent à Markazi, à ceux qui pourraient bien se vendre au Yémen. Elles ont fait des comptes. Et maintenant elles vendent ensemble aux femmes du camp, ravies de retrouver un petit goût de leur pays à travers les motifs d'une nappe ou les couleurs d'un tissu. Les deux sœurs

rêvent aussi d'étendre leur empire au-delà des limites de Markazi et de vendre dans le centre d'Obock, pourquoi pas.

« Chez nous, tout est en ruine ; mais même si notre ville était reconstruite nous n'y retournerions pas. Paradoxalement, Djibouti, c'est la liberté pour nous. Au Yémen, nous n'étions que des épouses et des mères » dit Abir sans amertume. C'était impensable mais à Markazi elles sont aussi (devenues) des femmes. ❖







20

C hangement de décor. À peine quelques mètres après la maison d'Abir, celle de Zara et ses enfants est aussi joliment arrangée que celle des voisins est désordonnée. Il faut dire qu'ici, ils « ne sont que » huit.

C'est Mohamed qui prend la parole et ne la lâche plus. En l'absence du père, c'est le fils aîné de la famille qui la représente et la mère reste en retrait.

Eux aussi sont originaires de Dhubab. Ils sont arrivés à Djibouti la même année que leurs voisins, en 2015, après que leur maison ait brûlé à la suite de tirs. Certains de leurs grands-parents et des oncles ont été tués.

Ils vont venus sur un bateau de pêche, les mains vides, « sans rien connaître de ce pays », raconte Mohamed. Les premières années se sont écoulées sous une tente, avant qu'une maison leur soit attribuée. Sa sœur et lui ont passé leur bac à Markazi.

Les anciens de Dhubab ont su recréer une communauté solidaire. Les femmes se retrouvent souvent entre elles le matin pour bavarder et échanger des nouvelles du Yémen. Ils sont tous en contact téléphonique régulier avec les amis et la famille qui sont restés.

« Même si rien n'est simple pour nous à Djibouti, nous nous sentons libres et en sécurité. Nous pouvons reconstruire une meilleure vie ici. » Mohamed précise que personne dans sa famille ne regarde en arrière ni ne pense à partir. « Ce que je préfère, c'est le ciel sans avions

militaires, les rues sans bruit de tirs » ajoute-t-il. Le silence de la paix.

À l'instar d'Abir, il bénéficie de l'aide de l'OIM pour mettre en oeuvre un projet générateur de revenus. Il désigne du doigt une petite boutique dans laquelle il vend du matériel de bureautique et répare des téléphones portables. « J'ai quelques compétences depuis longtemps en matière de téléphone, dit-il modestement. J'ai appris tout seul, je peux réparer presque tous les modèles. » La boutique représente le rêve de sa vie et la possibilité d'une forme d'émancipation.

À l'intérieur du magasin tout en bois construit dans la cour de la maison, les étagères impeccablement entretenues sont essentiellement vides ; sur quelques-unes sont posés des cartes mémoire et des accessoires de téléphonie mobile.

Il sort un cahier dans lequel les entrées et les sorties de stock sont consignées d'une écriture appliquée. « J'ai presque tout vendu, c'est pour cela qu'il n'y a plus rien sur les étagères. Mais les gens du village n'ont pas beaucoup d'argent et ils ont l'habitude qu'on leur fasse crédit. Je

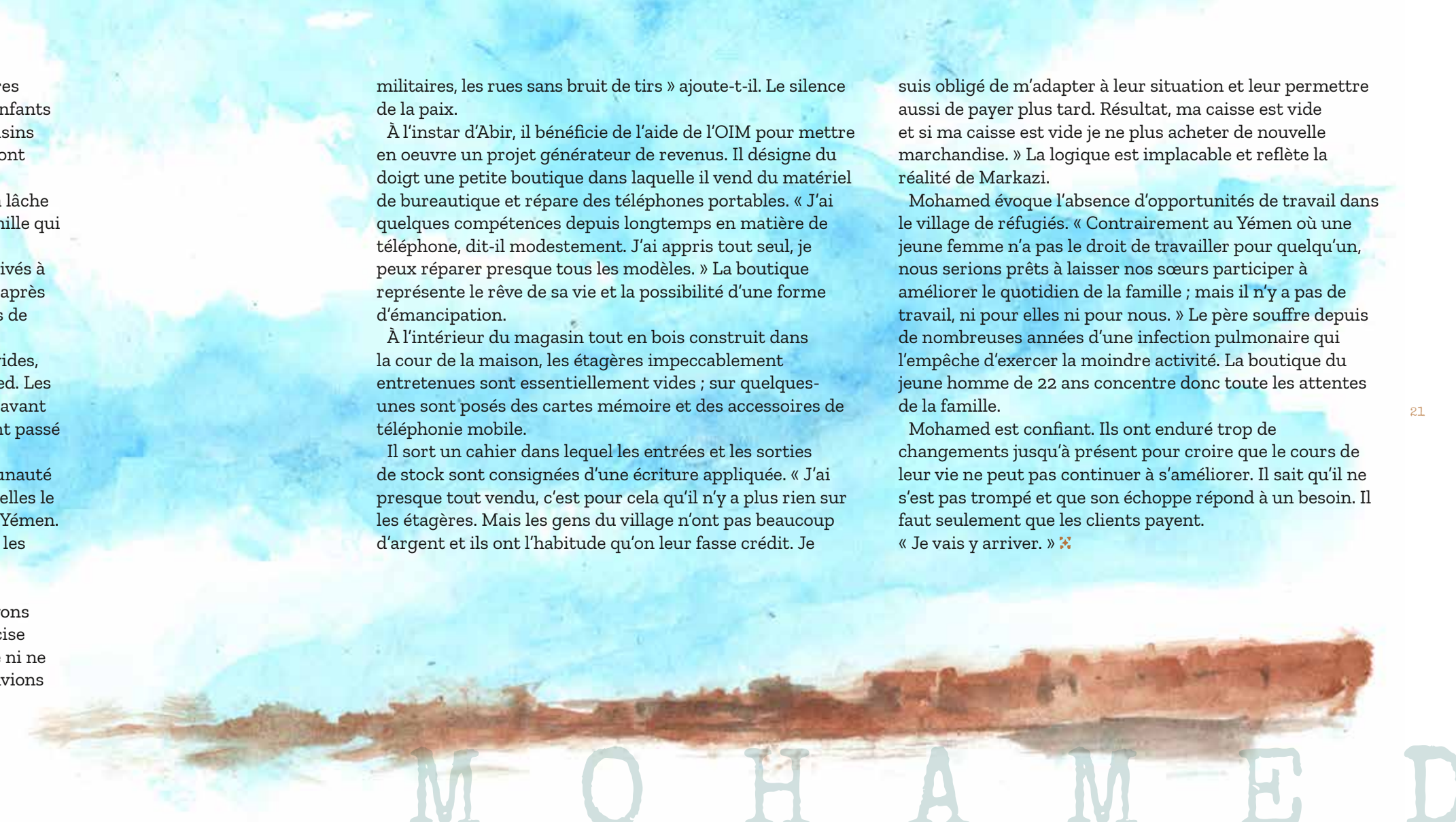
suis obligé de m'adapter à leur situation et leur permettre aussi de payer plus tard. Résultat, ma caisse est vide et si ma caisse est vide je ne plus acheter de nouvelle marchandise. » La logique est implacable et reflète la réalité de Markazi.

Mohamed évoque l'absence d'opportunités de travail dans le village de réfugiés. « Contrairement au Yémen où une jeune femme n'a pas le droit de travailler pour quelqu'un, nous serions prêts à laisser nos sœurs participer à améliorer le quotidien de la famille ; mais il n'y a pas de travail, ni pour elles ni pour nous. » Le père souffre depuis de nombreuses années d'une infection pulmonaire qui l'empêche d'exercer la moindre activité. La boutique du jeune homme de 22 ans concentre donc toute les attentes de la famille.

Mohamed est confiant. Ils ont enduré trop de changements jusqu'à présent pour croire que le cours de leur vie ne peut pas continuer à s'améliorer. Il sait qu'il ne s'est pas trompé et que son échoppe répond à un besoin. Il faut seulement que les clients payent.

« Je vais y arriver. » ❖

21







Ils arrivent à deux, lentement. Amin marche avec une béquille et son ami l'aide en lui tenant le bras.

Le jeune homme a le sourire accroché au visage. Un regard rieur. Il n'y a aucune colère dans sa voix, plutôt une certaine douceur en fait ; teintée d'une détermination peu commune.

Il dit de lui qu'il est un fermier chassé de sa terre et de son pays par la pauvreté. Sa terre se situe dans le district de Djima, en région Oromo, en Éthiopie. Il l'a quittée tard par rapport à d'autres, à 25 ans, en mettant dans le secret un seul de ses frères. « Ma mère m'aurait empêché de partir, à cause du danger » confie-t-il. C'est elle qui subvient seule aux besoins des sept enfants en vendant des céréales.

Amin et son frère voient des voisins « comme eux » revenir après des mois d'absence et vivre plus confortablement. Ils comprennent que c'est en Arabie saoudite que la bascule s'opère. Amin a envie d'essayer lui aussi.

Le jeune homme planifie tout, rassemble des informations sur le voyage à travers Djibouti et le Yémen, se renseigne sur les prix à payer aux passeurs. Son frère vend les deux bœufs de l'exploitation pour permettre ce qui s'annonce comme une grande promesse de changement pour toute la famille. En revanche personne ne leur avait jamais parlé de la chaleur écrasante de Djibouti ni de la violence de certains passeurs.

« En montant dans le bus pour Addis Abeba, j'ai eu l'impression d'avoir déjà fait la moitié du voyage »

raconte-t-il en souriant. Une fois arrivé dans la capitale éthiopienne, Amin téléphone à sa mère pour s'excuser et lui dire au-revoir. « Elle pleurait. Mais mon ventre était comme une pierre à cause de la faim, je ne pouvais rien écouter, ni personne. »

Il prend des voitures de passeurs le jour et marche pendant dix nuits, grâce à l'argent que lui envoie son frère au fur et à mesure du voyage. Logia, Tadjoura, et enfin Hayyu, la porte vers la péninsule arabique. « J'ai découvert la mer pour la première fois et j'étais pétrifié. La traversée m'a semblé interminable. J'ai prié pendant quatre heures. »

Tout juste débarqué de l'autre côté, au Yémen, il est frappé et dépouillé par un groupe.

Ils n'ont rien à lui prendre alors il est rapidement relâché, avec comme consigne l'interdiction de marcher sur l'asphalte jusqu'à la ville de Maja. Amin explique que les gens ont pitié des migrants comme lui ; ils lui donnent de la nourriture et de l'eau ici et là. Au bout d'un mois à travers le Yémen, sans trace de guerre selon ses souvenirs, avançant plus ou moins caché, il s'approche de la frontière avec l'Arabie saoudite. L'avenir ne s'est jamais dessiné si nettement.

« Je n'avais plus d'argent pour continuer. J'ai trouvé du travail dans une ferme, dans le désert. Nous étions trois Éthiopiens. Je m'occupais des tomates et de l'irrigation. » Amin a l'impression d'être un peu chez lui dans cette exploitation dont les propriétaires yéménites sont respectueux et bienveillants. Cinq mois passent ainsi, qui le rapprochent chaque jour un peu plus de son objectif.





Sans qu'Amin s'en aperçoive vraiment, la localité de la ferme se transforme en zone de guerre. Les propriétaires s'en vont. Les Éthiopiens gèrent l'exploitation. « À aucun moment je n'ai pensé que cet endroit pouvait être la cible des militaires » reconnaît-il.

Les bombardements se rapprochent. Un pick up garé dans les alentours de la ferme est visé, une explosion retentit. Les deux amis d'Amin sont tués. Ses deux jambes sont coupées.

Il dit qu'il a été chanceux.

Le jeune homme est transféré à Sanaa par des voisins yéménites. Il passe la moitié de l'année à l'hôpital et l'OIM Yémen finance ses prothèses. « Dieu a pris mes jambes mais pas ma vie. Il a voulu que je continue à vivre » explique-t-il avec conviction. Tant pis pour son rêve brisé.

À force de volonté, Amin apprend à vivre « normalement

avec ses nouvelles jambes. » Il parvient à être autonome, s'aide d'une béquille. « Grâce à Dieu. »

« Je ne regrette rien. Je remercie tous ceux qui m'ont sauvé par leur générosité et leur gentillesse. » Sa sincérité est bouleversante.

Il a parlé avec sa famille. Il leur a expliqué qu'il n'avait pas pu passer en Arabie saoudite et qu'il allait bien, sans plus de précisions. « Je les ai déjà fait pleurer en partant, pourquoi recommencer ? » demande-t-il avec lucidité. Bientôt ils verront et ce sera assez d'un choc. En attendant, il sait qu'il sera un poids pour eux.

Cela fait deux mois qu'il est accueilli dans le COAM de l'OIM à Obock. Amin veut rentrer en Éthiopie pour le ramadan. C'est si important pour lui qu'il pourrait ne pas attendre d'être rapatrié en avion. « J'irai en marchant s'il le faut. » Il en est capable. ❖







# KONTALI SHEKEITI

12 kilomètres au sud de Dikhil, aux termes d'une longue piste parsemée d'acacias et de touffes d'herbe jaunies par le soleil déjà brûlant, le village de Kontali se singularise par ses constructions et sa population. Ici, pas de daboyta mais des maisons tout en pierres et des potagers privés. Au loin, trois autruches courent dans le vent de sable naissant.

Depuis un peu plus de six mois, Kontali et son voisin distant de quelques kilomètres, Shekeiti, comptent de nouveaux habitants : des poules et des coqs. Les volatiles ont intégré les communautés grâce au partenariat de l'OIM et du Ministère de la femme et de la famille visant à favoriser l'autonomie des femmes à travers des activités génératrices de revenus.

Dix poulaillers contenant quatre poules et un coq chacun ont été installés respectivement dans les villages. Quelques femmes bénéficiaires expliquent qu'elles ont reçu deux formations pour apprendre à nourrir et à soigner les poules. Un stock de médicaments et d'alimentation spécialisée leur a été fourni, ainsi que les cages. « Plus d'une centaine de femmes sont concernées, dit Abdallah, l'assistant social au sein du Ministère, dont une antenne est à Dikhil. Nous avons déterminé le projet, identifié les zones et les bénéficiaires et nous apportons un appui technique. L'OIM a financé l'ensemble du projet. »

Les femmes des deux villages ont accueilli l'idée

avec enthousiasme. « Avant ce projet, nous faisions ce que nous avons toujours fait : garder les troupeaux et les enfants et ramasser du bois, individuellement. Maintenant nous apprenons une nouvelle activité et gagnons un petit peu d'argent. » À Shekeiti, les femmes ont vendu quelques dizaines d'œufs, ce qui leur a permis d'acheter plus de légumes et des produits pour les besoins de la maison.

À Kontali, elles ont créé un groupement pour s'entraider. Momina et Hasna, respectivement présidente et comptable, racontent que chaque femme cotise 200 DJF par mois. « Cette caisse commune est utilisée quand l'une d'entre nous a des difficultés financières. »

Si en apparence les coqs sont conquérants et les poules en bonne santé, les deux villages font cependant face à un même mystérieux fléau : les poules mangent régulièrement leurs œufs et leurs poussins, réduisant de facto les possibilités d'extension de l'élevage et donc les perspectives de pérennisation, voire d'augmentation, des revenus des femmes.

Le comportement des gallinacés a de quoi rendre les femmes de Kontali et de Shekeiti perplexes. « Nous avons appris à gérer de nombreux scénarios grâce aux formations mais pas celui-là » dit l'une d'elle. Cette hypothèse de poules carnivores n'avaient pas été envisagée. Des solutions sont en train d'être trouvées : l'agrandissement des cages, la visite prochaine d'un vétérinaire.

Elles avaient commencé à rêver d'une vie meilleure, elles espèrent continuer. ❖





28

# CARITAS



**1**l est 17h ce mercredi de mars, le soleil a commencé sa descente, le calme règne dans la cour, quelques enfants sont allongés sur des nattes et bavardent entre eux, paisiblement. La quiétude du moment est à peine fendue par les va et vient d'une petite fille entre les bras des uns et des autres, un joyeux tourbillon dans la douceur de fin d'après-midi.

Cette petite fille s'appelle Aïbado, « une enfant de Caritas » comme ils disent ici, comme sa maman, Nima, est une jeune femme de Caritas.

Nima a été accueillie tous les matins par l'association pendant 10 ans, depuis que Nima s'est retrouvée dans la rue, depuis qu'elle n'a plus de soutien familial, quand elle est tombée enceinte à la suite d'une agression à 13 ans, quand elle ne savait ni se gérer jeune adolescente ni s'occuper de son bébé. Qui aurait su.

Nima a 22 ou 23 ans, elle ne sait pas exactement. Elle est née en Éthiopie dans un village minuscule impossible à situer avec précision. Ses parents sont morts quand elle était encore un bébé alors elle a vécu chez sa grand-mère, sans argent et sans beaucoup d'affection dit-elle.

À 7 ans elle est confiée à la voisine qui vit entre l'Éthiopie et Djibouti. Les jours s'égrènent autour de l'absence de la dame, de ses enfants avec lesquels Nima ne s'entend pas, du travail de la petite fille dans la maison. Cinq ans plus tard, Nima décide de choisir sa vie et monte dans un train, direction Djibouti. Elle ne dit au-revoir à personne, « trop triste » explique-t-elle.

N I M A

29





30

De l'autre côté de la frontière, c'est la vie dans la rue de la capitale djiboutienne, la débrouille, la mendicité, les nuits près de la plage de La Siesta et la petite Simone naît à peine 10 mois plus tard. « J'étais désespérée, je ne parlais à personne, je n'avais pas d'amis. Heureusement une assistante sociale de Caritas m'a aidée à prendre soin de Simone » raconte Nima.

L'adolescente apprend les gestes, les couches, le lait pour bébé. Simone grandit entre deux univers, l'association le jour et les bords de mer à la nuit tombée. Sa jeune maman ne la quitte jamais.

« La situation était si difficile pour moi que j'ai essayé de faire adopter ma fille, je savais que ce serait mieux pour elle. Moi je ne sais même pas écrire mon nom. Une femme était intéressée mais le tribunal a refusé, j'étais très décue. »

Simone a 4 ans et Nima est enceinte d'un garçon rencontré à Caritas. Le bébé, une fille, meurt à la naissance et le jeune père s'en va. Nima dit qu'elle n'avait plus envie de vivre.

« Ma grand-mère avec laquelle je n'avais plus de contact est venue à Djibouti quand elle a entendu parler de mes malheurs. Elle a pris Simone avec elle, elles allaient prendre soin l'une de l'autre. »

Comme pour se consoler, Nima précise qu'elle n'avait pas d'autre choix que de laisser partir sa fille. Quant à elle, elle n'a même pas envisagé la possibilité de les suivre en Éthiopie. « J'ai adopté ma vie ici » dit la jeune femme.

Elle est heureuse que le lien ait été rétabli avec sa grand-mère, « ma seule famille » ; les deux femmes se parlent désormais régulièrement, Simone comme trait d'union entre elles.

Nima se retrouve seule et enceinte une troisième fois d'un jeune homme qui ne reste pas. Elle continue d'alterner entre Caritas et la rue, et la naissance d'Aïbado engendre un sentiment qu'elle ne connaît pas encore : l'envie de voir son enfant grandir auprès d'elle.

La jeune femme sait maintenant s'occuper d'un bébé mais elle a toujours besoin de soutien. L'association lui apporte l'accompagnement nécessaire et un abri réconfortant. Aïbado évolue dans une grande famille mouvante et joyeuse, avec des frères et sœurs qui changent au gré des jours et des destinées de chacun.

« La suite ressemble à un rêve » poursuit Nima qui n'en revient toujours pas de la chance qui tourne et s'accroche enfin à elle. Le rêve prend la forme d'un marin américain qui, touché par l'histoire de la jeune femme, décide de l'aider en lui offrant un toit. Il y a six mois, pour la première fois de sa vie, Nima tenait dans ses mains une clé qui ouvre sa petite maison. Une chambre, une cuisine, l'inconcevable. Le militaire, rentré dans son pays d'origine, a pris soin de payer un an de loyer à l'avance.

C'est une révolution. Nima s'organise dans son nouvel environnement et réalise qu'elle doit être autonome si elle veut garder Aïbado. Elle a commencé à faire le ménage chez Caritas contre un petit salaire ; elle met toute sa reconnaissance dans cette opportunité, c'est la première fois qu'elle gagne son propre argent.

Nima dit dans un grand sourire qu'elle est

apaisée, avant de rectifier, « je suis heureuse. » Ses deux filles vont bien, elle a même emmené Aïbado à la frontière avec l'Éthiopie il y a quelques mois pour rencontrer Simone et sa grand-mère. Trois générations de femmes et deux sœurs séparées par la vie réunies le temps d'une belle journée.

La nuit est tombée, des enfants allument la télévision et tous se pressent autour, il y a comme un air de fête à la veille du week-end. Nima et Aïbado regardent un moment avec les autres puis rentrent quartier 6, chez elles, en se tenant la main. ✨



31





Ce matin-là dans la cour de Caritas il y a de la musique entraînante, des rires d'enfants, des adultes qui supervisent des activités sportives et artistiques, des bébés qui pleurent, d'autres qui sourient, de très jeunes mamans attentives, des garçons qui jouent au baby-foot, des filles qui dansent de manière langoureuse. Un concentré de vie adossé à la cathédrale de la capitale.

Ilyas n'était pas certain de vouloir partager son histoire, il a d'abord dit non dans un élan spontané, avant d'hésiter presque immédiatement, puis d'accepter finalement. Une condition néanmoins, pas de photo ; il n'aime pas se savoir représenté.

« Je suis né à Dire Dawa en Éthiopie. J'ai quitté ma famille et mon pays il y a sept ans parce qu'il y avait la bagarre et je ne veux plus jamais y retourner. Jamais. »

« Il y a sept ans » signifie qu'il avait 11 ou 12 ans quand il est parti.

« Je suis parti sans rien : sans bagage ni souvenir, sans regret et sans dire au-revoir non plus. Depuis, je n'ai plus de nouvelles, j'ai tiré un trait sur le passé. Il n'y a pas de retour possible. Jamais. »

Ses mots sont sans ambiguïté, sa voix est calme, posée, son regard est déterminé, pas d'émotion apparente. À la question de savoir si la bagarre concernait le pays, la région ou sa famille, pas de réponse ; pudeur ou douleur, il est inutile d'insister.

Ilyas raconte l'absence de peur au moment de franchir le seuil de sa maison, expliquée par la certitude de la nécessité du départ. C'est comme ça, presque sans réfléchir, qu'il s'est accroché à l'arrière d'un train avec beaucoup d'enfants de son âge, sans savoir où il allait et sans argent en poche. Plus tard il a appris que c'était le train de marchandises qui relie Addis-Abeba à Djibouti.

« Puisque nous étions nombreux, nous nous sommes dispersés pour ne pas nous faire voir par les contrôleurs. Je suis allé me cacher dans les légumes : je me souviens, il y avait des tomates,





34

des  
pommes-  
de-terre,  
des oignons, du  
khat. Lorsque le train  
s'est arrêté à la frontière,  
nous sommes descendus pour  
traverser à pied à travers les mon-  
tagnes, pas de lumière, personne autour,  
on a passé la nuit là, seuls. »

La bande d'enfants remonte à bord à Ali Sabieh,  
ils n'ont plus besoin de se cacher, c'est plus facile. À Oueah,  
ils troquent le train contre l'arrière des camions-remorques  
éthiopiens qui vont jusqu'au port de Djibouti. En groupe

c'est trop visible et donc risqué : il faut être seul. Un enfant  
-un camion, la prudence dicte les règles.

Le camion s'immobilise. Djibouti, port. « Je n'avais pas  
compris pourquoi je devais rester enfermé à l'école à écou-  
ter un maître en Éthiopie ; en réussissant à déchiffrer le  
mot Djibouti écrit sur un panneau j'ai compris l'utilité. Et  
j'ai réalisé où j'étais arrivé. J'avais réussi » dit Ilyas.

Avec le port va la mer qu'il voit pour la première fois de sa  
vie, et la peur s'immisce. Pas celle de la ville inconnue mais  
l'étendue mystérieuse et infinie devant lui.

Des pêcheurs l'accueillent dans les quartiers 1 et 2. Puis  
il passe ses jours et ses nuits avec des jeunes de Dire Dawa  
qui ont installé leur vie dehors, à La Siesta.

Ils lui parlent du centre d'accueil de jour de Caritas finan-  
cé par l'OIM, en lui expliquant que les enfants peuvent y  
manger, trouver des vêtements et même jouer. Ilyas com-  
mence à y aller tous les matins.

Comme la plupart des enfants de La Siesta, il gagne un  
peu d'argent en ramassant des bouteilles vides, il travaille  
dans les marchés, fait le ménage dans des restaurants.  
Les pièces récoltées sont mises en commun - 50 DJF ici,  
100 DJF là - pour acheter de la nourriture quand les res-  
taurants ne leur donnent pas les restes des clients.

Pour lui, le plus difficile alors c'est la chaleur de Djibouti,  
à laquelle il ne s'habitue pas

Cinq ans s'écoulent ainsi, le matin à Caritas, l'après-midi  
et la nuit dans la rue, ou passées à ruser pour échapper aux  
policiers djiboutiens. Ilyas parle de l'association comme  
d'une nouvelle famille : « L'équipe m'a offert les mêmes

chances que les autres enfants, des  
habits propres, des chaussures, un  
lieu sûr, la possibilité de progresser. »

Il se met à imaginer un autre  
horizon. « J'ai compris que seul dans  
la rue je n'allais pas pouvoir m'en  
sortir. Comment je peux me défendre  
si je ne sais rien ? Je devais étudier. »

En 2020, il commence à aller à l'école  
Lire Ecrire Compter (LEC) de Boulaos  
grâce à Caritas. C'est sa troisième vie  
qui démarre : il apprend vite et devient  
l'un des meilleurs élèves. Il quitte la  
Siesta, est hébergé à l'association, étudie  
l'anglais pour partir à l'étranger un jour. Il  
est heureux dit-il.

Apprendre pour lui, c'est voir plus loin.  
Le jeune homme rêve de l'Amérique, celle  
des films vus à la télévision et des héros  
protecteurs. « Je veux devenir un soldat  
américain. En uniforme, je serai quelqu'un  
d'autre, tout le monde me respectera. »

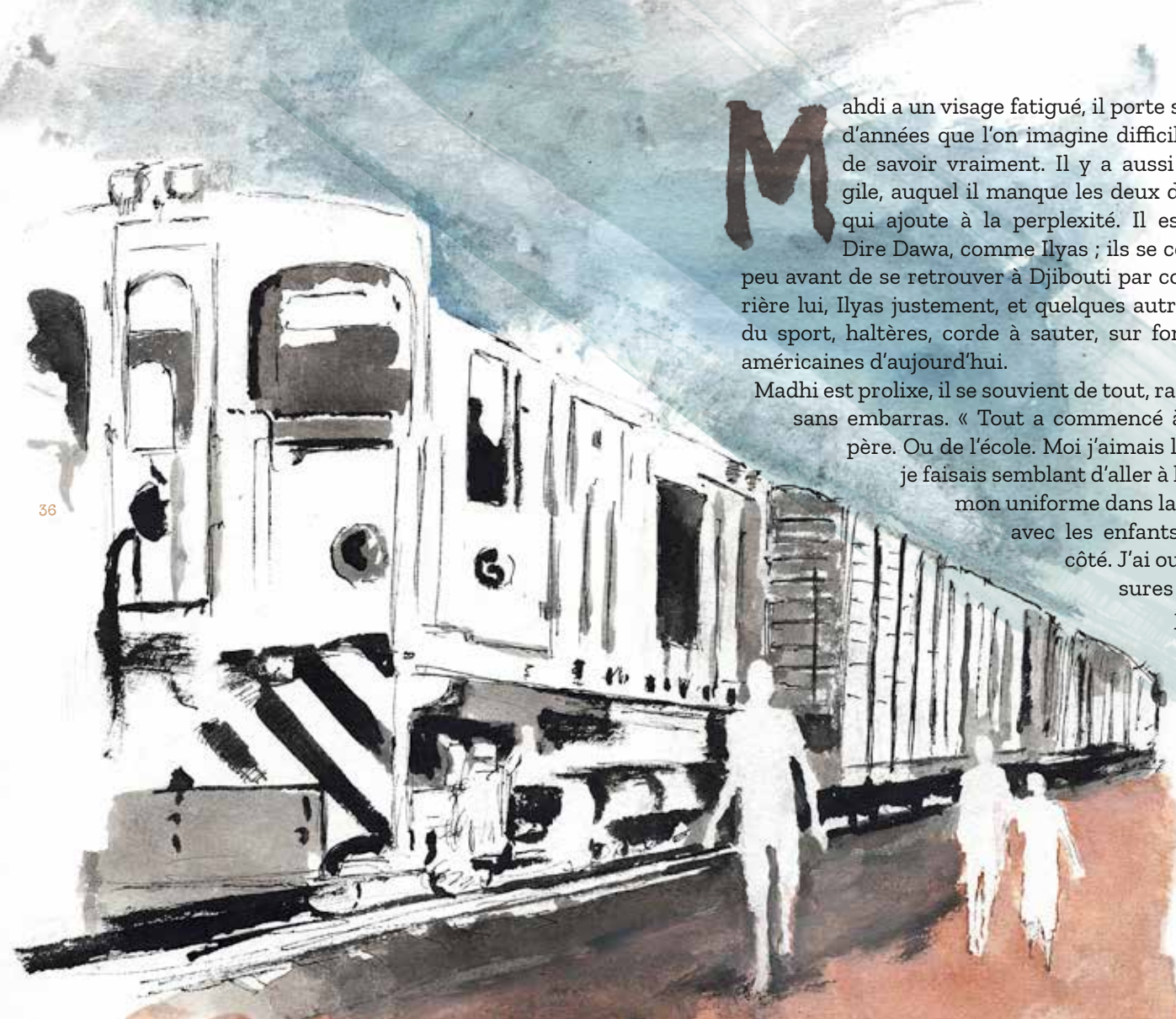
Des démarches sont entreprises pour l'aider.  
En attendant, Ilyas veut se muscler et terminer  
ses études. ✘



35

« Je n'avais pas compris  
pourquoi je devais  
rester enfermé à  
l'école à écouter un  
maître en Éthiopie ;  
en réussissant à  
déchiffrer le mot  
Djibouti écrit sur un  
panneau j'ai compris  
l'utilité. Et j'ai réalisé  
où j'étais arrivé.  
J'avais réussi. »





Mahdi a un visage fatigué, il porte sur lui les traces d'années que l'on imagine difficiles avant même de savoir vraiment. Il y a aussi ce sourire fragile, auquel il manque les deux dents de devant, qui ajoute à la perplexité. Il est originaire de Dire Dawa, comme Ilyas ; ils se connaissaient un peu avant de se retrouver à Djibouti par coïncidence. Derrière lui, Ilyas justement, et quelques autres garçons font du sport, haltères, corde à sauter, sur fond de chansons américaines d'aujourd'hui.

Madhi est prolixe, il se souvient de tout, raconte les détails sans embarras. « Tout a commencé à cause de mon père. Ou de l'école. Moi j'aimais le foot. Le matin je faisais semblant d'aller à l'école, j'enlevais mon uniforme dans la rue et je restais avec les enfants qui jouaient à côté. J'ai oublié mes chaussures dehors une fois, j'ai inventé une histoire et

mon père m'en a racheté une paire. Je les ai oubliées une deuxième fois. Il a compris, il m'a frappé, c'était le début.. »

Un jour de trop d'absence sur les bancs de la classe, le maître vient prévenir les parents de Mahdi. Pour se venger de ce qu'il considère comme une humiliation, le garçon de 12 ans attend l'enseignant à la sortie de l'école le lendemain et lui jette un caillou sur le front. Il quitte le quartier aussitôt et décide de ne plus jamais revenir « parce que là j'avais commis l'irréparable » dit-il en riant comme d'une bonne farce.

Pas question de dire au-revoir ou d'emporter quoi que ce soit, il y a urgence à s'éloigner. Mahdi dort d'abord deux nuits chez des amis de son âge qui lui proposent de partir avec eux à Djibouti où ils sont déjà allés plusieurs fois. « Ils m'ont dit que j'allais voir le paradis, qu'au bord de la mer on trouve tout : des beaux vêtements, des téléphones. » Comment ne pas être tenté ?

Au petit matin les enfants montent en bande dans le train, en route vers ce qui semble à Mahdi être une aventure comme une autre - une aventure qui commence par une course-poursuite avec les contrôleurs.

Il n'a aucune raison d'être préoccupé puisqu'ils lui ont dit que tout serait facile là-bas. Eux, ils ont l'expérience, alors il est confiant, les autres sont si rassurants.

Dans la capitale djiboutienne, ceux qui connaissent lui expliquent le quotidien rythmé par les petits boulots qui rapportent quelques pièces. Le garçon dort dans la rue pendant un an, « à la Siesta, au Héron, parfois vers l'ancien café de la gare. » Il retrouve d'autres enfants de Dire Dawa,

ils partagent la nourriture qu'ils trouvent auprès des restaurants éthiopiens de la ville, ils utilisent les douches publiques dans les quartiers, 50 DJF pour une douche, 20 pour les toilettes.

Mahdi s'accommode de cette vie-là et travaille en pensant à la petite somme qu'il pourra donner à ses parents et à la boutique qu'il ouvrira chez lui. Il cire des chaussures, lave les voitures. Et un jour il reprend le train dans l'autre sens avec dans sa poche quelques économies à offrir à sa famille. « En arrivant je me suis excusé auprès de mes parents. Ils m'ont bien accueilli, je suis resté deux mois mais j'ai dépensé tout ce que j'avais avec mes amis, sans réfléchir » regrette-t-il.

Le jeune garçon retourne à Djibouti « parce qu'il y a plus de travail et que c'est mieux payé. » Il appelle ses parents de temps en temps, le contact est renoué.

Il découvre Caritas, y passe des matinées plus paisibles et est assuré d'avoir des repas réguliers. Quatre années s'écoulent. Il évoque quelques épisodes isolés de violence entre enfants dans la rue mais « rien de grave » selon lui. Il fait souvent la vaisselle pour les femmes qui servent des petits-déjeuners dans la rue et lorsqu'il a économisé 40 000 DJF, il rentre à Dire Dawa. « J'ai donné une partie à mes parents et j'ai gardé le reste avec l'idée de monter un business. Mais j'ai cru que j'étais riche, je me suis acheté des habits, des nouvelles chaussures, je suis allé au restaurant et un jour, plus d'argent, rien. Retour à la case départ. »

Madhi semble à la fois désolé de la situation et incapable





d'inverser la tendance. Sa mère s'inquiète pour lui, donne des conseils. Il repart avec l'envie de croire qu'il peut devenir sérieux. Troisième retour en Éthiopie un an plus tard cette fois-ci grâce à l'aide au retour volontaire mise en oeuvre par l'OIM. Malgré sa bonne volonté, l'histoire se répète : « je voyais mes copains avancer et moi tout dilapider » reconnaît-il. La case départ, encore.

À la faveur de l'épidémie de Covid qui percute Djibouti, les enfants de Caritas ont la possibilité de rester dans l'enceinte du bâtiment. Il explique que « cette période l'a aidé à grandir dans sa tête, qu'à 20 ans il commence à comprendre ce que signifie être responsable. » Grâce à son comportement, il est embauché comme gardien par l'association, et parfois comme animateur pour les activités.

« J'aurais voulu être un modèle pour les autres mais je n'ai pas réussi. Je ne suis pas allé à l'école, je n'ai rien construit. Maintenant je veux rentrer chez moi avec quelque chose et rester : ne plus prendre dans la main de ma famille mais leur donner. »

Madhi n'est pas pressé. Le prochain voyage à Dire Dawa sera sans retour assure-t-il. ❖







La fatigue se lit sur le visage de Fatouma ce matin. Elle le dit tout de suite d'ailleurs, elle a peu dormi parce qu'elle a repassé le déroulé de sa vie dans sa tête en prévision de l'entretien, et « c'est dur de repenser à tout ça. »

« Tout ça » explique Fatouma, finalement, c'est l'intégralité de son histoire. D'abord une enfance difficile à Bati, où elle est née il y a 43 ans, dans le nord de l'Éthiopie. Sa mère, malade, ne pouvait pas s'occuper d'elle et l'a confiée, bébé, à sa propre mère. Quand Fatouma a huit ans, la sœur de sa mère qui vit à Djibouti propose de s'occuper d'elle et de l'inscrire à l'école. « Je n'avais pas envie de partir, je connaissais à peine cette tante mais personne ne m'a demandé mon avis. » Alors un jour d'été de 1988 dont elle se souvient comme si c'était hier, la petite fille quitte sa grand-mère, son pays et ses repères, et monte dans la voiture d'une tante affichant de belles intentions, en direction d'un nouvel horizon.

Les cinq années suivantes se révèlent éprouvantes. En fait de scolarité, Fatouma va une heure par jour à l'école coranique la première année de sa vie à Djibouti et suit quelques cours du soir. Sa tante lui explique que sans papier d'identité, elle ne peut pas l'inscrire à l'école. Le reste de ses journées s'écoulent donc dans la cuisine où elle aide à préparer les repas. La petite fille ne s'entend pas avec sa tante, violente. Fatouma cesse de parler « parce que j'avais peur d'elle », et la nourriture devient problématique. « J'étais anorexique » reconnaît-elle.

En pleurant doucement, elle raconte pourtant qu'elle s'était habituée à cette vie qui « n'était pas pire qu'en Éthiopie. Après avoir appris à parler Afar, c'était facile de me mélanger avec les Djiboutiens » dit Fatouma.

SOLIDARITÉ  
FÉMININE

FATOUA



À 14 ans, la jeune fille demande à une amie de sa tante qu'elle apprécie, de l'aider à « sortir de cette maison. » « Personne n'aime les gens qui n'ont rien. Ma mère n'avait rien. C'est peut-être pour cela que sa propre sœur n'était pas gentille avec nous. »

Elle est engagée comme femme de ménage dans une famille bienveillante qui l'héberge et elle reçoit 10 000 DJF par mois. Elle dit que ce n'était pas une période particulièrement heureuse mais au moins elle a l'impression de mieux respirer.

Deux ans plus tard, l'adolescente devient serveuse dans un café-restaurant et décide de louer un appartement avec deux autres jeunes femmes éthiopiennes. « Je suis sortie de la famille. Pour la première fois je me suis sentie libre » explique Fatouma dans un léger sourire.

Fatouma dit qu'elle n'avait pas le temps de penser aux hommes, qu'elle n'était pas intéressée. « Choisir, choisir, à force d'avoir le choix, on tombe mal » affirme-t-elle. Elle passe huit mois en Éthiopie auprès de sa mère malade qui lui répète qu'avant de mourir elle aimerait voir son enfant. Fatouma se marie un an après son décès, avec un jeune homme de son âge, d'origine éthiopienne, « mais ça n'avait aucune importance » précise-t-elle.

« Ma vie a basculé en 2007. » À l'occasion du premier contrôle de sa grossesse, elle apprend qu'elle est séropositive. Elle avait déjà entendu ce mot à la télévision et savait



que c'était une maladie grave. « J'ai été choquée, déstabilisée, effrayée par cette révélation » se souvient-elle les larmes aux yeux.

« Je l'ai tout de suite dit à mon mari ; je ne savais pas, je croyais que c'était normal de partager cette terrible nouvelle. Je pensais même que ce serait un soulagement pour moi. » Les médecins conseillent qu'il fasse aussi des tests. Il accepte. Fatouma est enceinte de deux mois. Son mari s'en va. Elle n'a jamais été informée de ses résultats.

La jeune femme s'enfonce dans la tristesse. « J'ai regretté d'avoir dit la vérité. Je ne faisais que m'apitoyer sur mon sort, persuadée que c'était de ma faute si mon mari était parti. Ça aurait été mieux de vivre la maladie ensemble » assure-t-elle.

Fatouma ne travaille plus. Elle retourne vivre chez sa tante à qui elle ne parle pas de sa maladie. Jusqu'à présent elle n'a rien dit à personne en fait. La petite Hayat naît. « Elle m'a redonné le goût de vivre » avoue Fatouma. La fillette est en bonne santé.

« Après l'accouchement, j'étais très stressée. Je n'avais rien à manger pour ma fille car je ne pouvais pas l'allaiter. Je ne faisais que repenser au jour où j'ai appris que j'étais malade. J'avais l'impression de devenir folle. »

Le centre de dépistage Khor Bourhan oriente la jeune

maman vers l'association Solidarité Féminine, que l'OIM accompagne depuis janvier 2022. « En venant ici, c'est comme si j'étais guérie. J'étais à nouveau comme toutes les autres femmes » confie Fatouma. L'association devient un refuge pour elle ; elle y rencontre des amies, elle reçoit des médicaments, et chaque mercredi, des bons pour de la nourriture sont distribués. « J'avais toujours l'espoir d'entendre des histoires plus belles que la mienne. »

Son état de santé est stable. Elle a retrouvé un travail et partage une maison avec sept autres Éthiopiennes. Sa fille vit toujours chez sa tante, elle va à l'école et suit des cours de soutien à Solidarité Féminine.

« Je vais bien, dit Fatouma. Je prends mon traitement

chaque soir par automatisme, sans penser à ce que cela signifie. Plus tard, je dirai tout à ma fille, je ne veux pas lui mentir éternellement, mais j'attends qu'elle grandisse encore. »

« Dieu ne m'a pas fermé toutes les portes. Il m'a montré que je suis capable d'élever ma fille toute seule. Je me sens au-dessus de son père qui a disparu comme un lâche » dit-elle.

Fatouma est un peu pressée ; elle doit faire des sambousas pour le ramadan. En partant, elle révèle avec fierté qu'elle est capable d'en faire un kilo par heure. Elle a prévu trois kilos pour aujourd'hui. L'argent de la vente servira à acheter de nouveaux vêtements pour Hayat. ❖





44 **H**awa a un visage tout rond et les ongles peints assortis à sa robe bordeaux. Elle est née en Somalie en 1980 mais, sa mère étant morte à sa naissance, la fillette a été immédiatement confiée à une tante qui vivait à Djibouti. Elle ne connaît rien de son pays natal où elle n'a plus aucune famille depuis longtemps ; son père, son frère et sa sœur vivent en Éthiopie. Elle n'a jamais revu son père.

Malgré son mariage, Hawa n'a pas de papier d'identité. « Je n'en ai pas besoin pour me sentir djiboutienne affirme-t-elle, avant de préciser, je suis ce que mes enfants sont. » Ses huit enfants sont nés à Djibouti.

Pendant des années, elle avait perdu le contact avec son frère et sa sœur qu'elle n'a pas connus puisque la famille a été dispersée après le décès de leur mère. C'est lorsque les uns et les autres sont eux-mêmes devenus parents qu'ils ont éprouvé le besoin de se rapprocher. Le frère d'Hawa est déjà venu plusieurs fois lui rendre visite à Djibouti avec ses enfants.

Hawa n'est jamais allée à l'école ; sa tante, qui l'a élevée comme sa fille, était veuve et devait se débrouiller pour survivre en vendant des beignets devant sa maison. « Elle-même n'avait pas de papier, nous n'avions rien. » Très tôt, Hawa a appris à préparer les goûters pour l'aider. Si elle était heureuse ? « Sûrement ; je ne connaissais rien d'autre que cette vie-là » confie-t-elle.

Un voisin djiboutien s'est présenté un jour et a demandé la jeune fille de 19 ans en mariage. Sa tante a accepté.



« Moi, je n'ai pas réfléchi, me marier était le chemin que je devais suivre. »

Elle part vivre dans sa famille et arrête de travailler parce que son mari le lui demande. Il est comptable, chargé de payer les dockers au port de Djibouti, et le salaire était alors suffisant pour subvenir à leurs besoins et à ceux de ses parents âgés et malades. Mais le coût de la vie augmente à Djibouti et, à mesure que leur famille s'agrandit, leur situation se précarise. Elle s'est remise à vendre des beignets tous les matins, à côté de l'hôpital de Balbala.

La jeune femme entend parler de Solidarité Féminine par des amies de son quartier. Elle comprend que l'association soigne des familles vulnérables gratuitement et distribue régulièrement des kits scolaires et des vivres.

« Je n'ai pas le choix ; sans l'aide de Solidarité Féminine, je ne m'en sortirais pas » explique Hawa qui se rend à l'association chaque mercredi depuis vingt ans. « Ma fille aînée, qui a elle-même une fille, vient aussi. Elle a suivi des ateliers de cuisine qui lui avaient permis de trouver un travail dans un restaurant italien » dit la mère avec fierté.

Ce ne sont pas que des légumes et de quoi manger que vient chercher Hawa le mercredi. Ce sont aussi les bavardages avec les autres femmes devenues des amies depuis le temps, un espace de décompression dans son quotidien difficile.

Hawa est fatiguée. Elle compte sur ses enfants pour l'aider plus tard, comme un passage de relais. Ou l'ordre naturel des choses. Ils lui ont déjà promis qu'ils lui offriront un voyage en Éthiopie pour revoir son père. ✂







# PAIRS ÉDUCATEURS



République de Djibouti

Unité - Égalité - Paix

Carte d'identité de réfugié



UNHCR

N° de carte  
663-00005351



M

A

M

O

Mamo est un ancien comme il dit. Il fait partie des vieux réfugiés éthiopiens de Djibouti, respecté pour son âge et son histoire bousculée. En amharique son prénom est Yetneberk mais tout le monde l'appelle Mamo.

Il est né il y a 62 ans à Dire Dawa, le sixième d'une famille de 10 enfants. Ses souvenirs sont précis, ils citent les noms de ses enseignants de l'école catholique St Gabriel où il fait sa scolarité. Il évoque ses cours de natation à l'école. Il parle avec une grande tendresse de sa mère, Françoise.

En 1981, il est arrêté et est contraint d'abandonner ses études car il passe quelques mois en prison.

La même année, deux de ses jeunes frères sont tués et son frère aîné, Nagash, très impliqué en politique, se sent menacé. Ce dernier et Mamo décident de quitter l'Éthiopie, « devenue trop dangereuse pour nous. » « J'ai commencé à haïr mon pays. »

Ils passent par Harar et rejoignent Dikhil avec soulagement après sept jours de marche et à dos de dromadaire. « Nous avions besoin de protection et savions seulement que le gouvernement de Djibouti pourrait nous accorder la sienné. » Les deux frères sont interviewés par l'ONARS, et attendent trois mois dans le « village de réfugiés » de Dikhil en compagnie d'autres Éthiopiens. Une carte de réfugié leur est délivrée à chacun, ils la voient comme un sésame.



« Mon premier objectif de rester en vie était atteint, dit Mamo. Le deuxième était de rester debout malgré le déracinement. »

Mamo est déterminé à réussir malgré son statut de réfugié. Il donne des cours particuliers d'anglais à des lycéens, enseigne dans des écoles privées, crée une petite entreprise ; les affaires sont florissantes pour lui. Le jeune homme d'alors s'ancre à Djibouti. « Je me suis marié avec une réfugiée éthiopienne que j'ai rencontrée ici. Nous avons eu un fils, j'étais très heureux » raconte-t-il. Deuxième objectif réalisé.

En 1991, à la faveur du changement de régime politique en Éthiopie, Mamo commence à penser à rentrer « chez lui », 10 ans après être parti. Il entreprend les démarches pour quitter Djibouti et organiser le transport de son matériel. Il fait partir sa femme et son fils avec sa sœur et son enfant en voiture à Dire Dawa. De l'autre côté de la frontière éthiopienne, après Addis Abeba, le véhicule est pris dans des tirs, les quatre passagers meurent sur le coup.

« Ce jour-là, pour moi, ça a été définitivement terminé avec l'Éthiopie ; j'ai tout perdu, y compris l'espoir » dit-il tristement.

Mamo raconte qu'il est « sorti des rails. » Il est devenu alcoolique. Tous ses projets se sont effondrés. Sa solitude est devenue abyssale. Il a passé quatre années en dépression pendant lesquels son frère Nagash a essayé de le soutenir

comme il pouvait pour qu'il ne plonge pas tout à fait.

Il explique que le temps n'a pas fait son oeuvre, non, mais que la vie a repris et la colère s'est dissoute, un peu. « Il m'a fallu 15 ans pour retrouver une vie dite normale. Ma première vie a été brisée, dit-il, je vis la deuxième. » Sa religion l'aide beaucoup à supporter son quotidien de réfugié et de veuf. L'entourage de la communauté chrétienne éthiopienne aussi.

L'homme de plus de 40 ans se remarie avec une réfugiée éthiopienne de son âge. Il se souvient qu'en 2003, le gouvernement djiboutien se dote d'une nouvelle politique en matière d'immigration, qui impose à tous les réfugiés présents dans le pays de se rendre dans le site de Awr Aousa pour réexaminer leurs cas. « On nous a expliqué que la situation politique avait évolué en Éthiopie et qu'il était temps de revoir notre statut. » Mamo et sa femme passent 10 mois dans le site avec des milliers d'autres, leur vie entre parenthèses. Il fait partie des minoritaires qui obtient une nouvelle carte pour rester à Djibouti. Ils se réinstallent. Beaucoup de ses amis sont obligés de rentrer en Éthiopie. Il jongle avec les langues, et parle anglais, arabe, somali, oromo, afar. Amharique bien sûr. Alors il collabore avec l'OIM comme traducteur et complète des dossiers administratifs pour les réfugiés éthiopiens de toutes les communautés.

Il précise qu'il remplit sa deuxième vie en aidant ses compatriotes.

Son téléphone sonne toute la journée, il entretient des liens très étroits avec sa famille à Dire Dawa. Il y a quelques années, sa sœur lui a envoyé une photo de ses parents et de ses petits frères qu'il conserve précieusement.

Mamo s'appelle Yetneberk, qui se traduit en anglais par « Where have you been? »

« Où es-tu allé ? » C'est la question qu'il se pose tous les jours. ❖

WHERE  
HAVE  
YOU  
BEEN





Elle a les yeux qui pétillent et l'énergie communicative de son âge. La jeune femme donne l'impression de bouillonner. D'ailleurs elle se présente ainsi, « je suis Éthiopienne, j'aime apprendre, j'ai des rêves. » Kifaya, 26 ans, née à Djibouti, 4 boucles d'oreille, 2 bracelets, 1 bague, les ongles peints, une robe noire imprimé fleurs, et un immense sourire.

Kifaya parle vite, dans un anglais maîtrisé, elle veut tout dire, raconter, expliquer. Un tourbillon. « Je suis née à Djibouti de deux parents éthiopiens, j'ai 10 frères et sœurs, on parle oromo à la maison et je suis une réfugiée » dit-elle en tendant sa carte du HCR. Voilà où commence l'histoire ou où elle s'arrête, selon les perspectives.

Pour bien faire comprendre sa situation, la jeune femme remonte le temps et évoque le parcours de ses parents. « Mon père a quitté son pays en 1977 pour des raisons politiques, sans dire au-revoir à personne ni indiquer où il allait.

Il a marché jusqu'à Djibouti, en passant par Dikhil. Ma mère est venue pour des raisons économiques, pour trouver un travail afin d'aider sa famille. Ils se sont rencontrés ici, elle avait 13 ans quand ils se sont mariés. Mes parents sont des réfugiés, leurs enfants sont des réfugiés, c'est comme ça. »

En apparence rien ne la distingue des jeunes femmes de son temps. Elle vit avec sa famille, elle parle somali avec ses amis djiboutiens, ils vont parfois à la plage le week-end, ils parlent de vêtements et de musique.

Mais il y a cette fêlure identitaire qui rend Kifaya plus grave que ses voisines djiboutiennes, et, au fond, différente. « Quand tu as les mêmes droits que les autres dans un pays, tu peux dire que c'est ton pays ; moi je n'ai pas de droits ici donc Djibouti n'est pas mon pays. C'est pour cela que mes meilleures amies sont des réfugiées comme moi, parce que nous partageons une réalité commune. »

Cette réalité s'incarne notamment dans le petit restaurant de sa mère, attenant à leur maison, et où elle aide en cuisine. Elle explique que les réfugiés ne peuvent pas avoir de patente pour tenir un établissement officiel. « Pour nous, il n'y a pas d'autre alternative que la débrouillardise et les petits boulots pour survivre » dit-elle. De temps en temps, elle travaille avec l'OIM comme traductrice pour sensibiliser les communautés sur des sujets de santé publique.

Un jour elle partira. Pour devenir quelqu'un et rompre ce qu'elle appelle son châtiment : la transmission du statut de réfugié de ses parents à leurs 10 enfants. « Je me sens coincée. Si je reste à Djibouti, célibataire comme ma sœur aînée, je suis condamnée à être comme mes parents. »

Kifaya annonce clairement qu'elle ne se mariera jamais avec un réfugié parce qu'elle doit penser à ses futurs enfants. « Je ne voudrais pas qu'ils vivent comme leur mère. » Elle réfléchit déjà à cela.

Petite, elle aimait passer ses journées en classe ; elle raconte en riant qu'elle détestait ses professeurs lorsqu'elle était jeune, elle était trop impatiente pour attendre les réponses à toutes ses questions. Son rêve d'enfant ? Etre médecin pour aider les gens les plus pauvres. Mais elle dit avec une voix légèrement tremblante que son statut de réfugié l'empêche de poursuivre des études supérieures. « Son rêve brisé. »

Kifaya insiste : « Avec la carte de Djibouti on peut tout faire. Avec celle que j'aie, je suis limitée. Comment peut-on rêver l'avenir quand on ne peut pas dessiner son chemin ? »

Son père est mort il y a 12 ans. À son évocation Kifaya s'effondre en larmes. Pour témoigner de sa douceur et sa gentillesse, elle se souvient en pleurant que pour réveiller ses enfants le matin il les portait de leurs lits au canapé pour ne pas les brusquer.

À son décès, l'ampleur de la solitude de sa famille a frappé la jeune femme, malgré l'immense solidarité qui existe entre eux. « Nous nous sentons très seuls ici, il n'y a personne d'autre que nous » rappelle-t-elle. Elle évoque avec tristesse les grands-parents, les oncles et les tantes qu'elle ne connaît qu'à travers une photo conservée par son père. Elle a toujours en mémoire la phrase qu'il lui a dite un jour : « Pour vivre tu dois être intelligente et apprendre car si tu apprends, tu penses plus grand, tu vois plus grand. »

Kifaya veut voir le monde  
et en priorité son pays,  
l'Éthiopie, pour savoir  
d'où elle vient  
et qui elle est. ❖



Assise à côté de Kifaya, Hariri semble aussi apaisée que son amie paraît en ébullition. Les deux jeunes femmes se sont connues grâce à l'OIM, dans le cadre des campagnes de sensibilisation auxquelles elles collaborent comme interprètes ponctuelles.

À l'instar de son amie, elle est née à Djibouti, ses parents sont Éthiopiens. Mais elle ne se sent Éthiopienne qu'à travers la langue oromo qu'elle parle en famille.

Son histoire familiale est compliquée. Elle n'a jamais vu son père, qui a passé de nombreuses années en prison en Éthiopie, sa mère a fait des allers-retours entre les deux pays pendant longtemps, Hariri et ses frères et sœurs ont vécu quelques années chez Caritas, une petite sœur est morte.

Hariri parle français. Elle a appris les bases grâce à une bénévole française qui a aidé la jeune fille à entrer à l'école. Hariri était douée, elle a continué jusqu'au lycée. « Je n'ai pas pu terminer car je devais aider ma mère. Elle fait le ménage chez les gens, nous n'avons jamais eu d'argent. » Elle regrette de ne pas avoir pu poursuivre son cursus mais ce n'est qu'une question de temps, elle veut reprendre des cours du soir grâce à ce qu'elle gagne en tant que traductrice.

Hariri donne l'impression que les aléas de la vie glissent sur elle. Elle n'a pas de nouvelles directes de son père, elle sait seulement qu'il est malade, mais elle dit que « ça lui est égal. » Sa carte de réfugiée ? Aucune importance, « mon statut ne me pose pas de problème, j'aime ma vie à Djibouti avec mes amis. Je suis heureuse, c'est tout. »

C'est à propos de son futur que la jeune femme de 20 ans tempère cette indifférence affichée et reconnaît que sa carte de réfugiée constitue un frein à ses projets.

« Je sais que si je me marie avec un Éthiopien mes enfants auront une carte comme la mienne alors j'épouserai un Djiboutien pour qu'ils aient un avenir, contrairement à moi. Et je voudrais qu'ils fassent des études parce que moi je n'ai pas eu cette chance. »

Hariri explique qu'elle rêvait de devenir militaire « pour garder mon pays. » À la question de savoir quel est son



« pour moi c'est là où je vis, et je vis à Djibouti. Je me considère Djiboutienne. »

pays, sa réponse fuse sans hésitation, « pour moi c'est là où je vis, et je vis à Djibouti. Je me considère Djiboutienne. »

La jeune femme est lucide : sans identité djiboutienne formelle, son rêve ne peut pas se réaliser. Alors elle voit l'avenir plus modestement ; elle veut simplement continuer à être heureuse, aider sa mère, et rester ici. ❖





t-il. Il dira plus tard qu'il n'a pas oublié que c'était un déchirement pour lui de quitter ses amis. En revanche il n'a aucune idée de ce qu'ont éprouvé ses parents au moment du départ.

Ils arrivent avec très peu de bagages, presque rien. Peut-être un objet qui les rattache à l'Erythrée, des photos ? La question le fait sourire, incongrue. Il n'est pas sûr d'avoir encore de la famille là-bas, il croit qu'il reste un terrain ou une maison.

L'intégration n'a pas été compliquée selon Abdourahim. Ils ont été accueillis par des familles érythréennes installées et quelques années plus tard ses parents ont réussi à rassembler assez d'argent pour louer leur propre maison. Son père est journalier, il travaille essentiellement au port ; sa mère a longtemps fait le ménage chez des particuliers, jusqu'à ce qu'elle soit trop âgée.

Aucun des enfants n'est jamais allé à l'école mais à Djibouti ils suivent des cours de soutien le soir et le garçon apprend des rudiments de français.

« Nous sommes contents de cette nouvelle vie même s'il est vrai que c'est plus difficile pour nous de trouver du travail. » Nous ? « Les réfugiés. Nos cartes nous donnent un titre et cela nous protège mais elles nous empêchent d'avancer comme les autres. Je le vois en particulier par rapport à mon père, il ne pourra jamais obtenir une carte de docker à cause de son statut et les employeurs préfèrent embaucher des Djiboutiens. »

Lui-même travaille comme rabatteur dans les bus locaux quand il n'est pas employé par l'OIM comme traducteur

dans le cadre des campagnes de sensibilisation dans les communautés de Areba et Ambouli. Il ne se plaint pas de la précarité de ses emplois, satisfait de gagner de quoi participer au quotidien de la famille.

Le jeune homme vit au jour le jour, avec une certaine légèreté. Il voudrait trouver un travail stable pour aider sa famille, plus tard se marier avec celle que « Dieu mettra sur sa route », qu'elle soit Erythréenne ou Djiboutienne. Et s'il faut rêver, pourquoi pas partir au Canada s'il peut bénéficier d'un programme d'aide au départ pour les réfugiés, car « il y a plus d'opportunités de travail. »

Pour ôter tout doute il assure qu'il aime son pays natal « malgré la situation là-bas », tout en reconnaissant que la vie est certainement meilleure à Djibouti. « Je suis heureux, et même si je n'y suis pas né, l'amour de Djibouti est entré dans mon cœur » dit-il en riant de la formule utilisée.

Sa vie est ici désormais, avec ses amis afar ; « cette langue nous relie les uns aux autres. »

« Je n'éprouve pas le besoin de retourner en Érythrée, ce serait comme un retour en arrière. Comme le dit un proverbe afar, « La marmite doit rester sur le feu. » ❖



ABDOURAHIM





Solomun a toujours aimé l'école. C'est sa mère, institutrice, qui lui a donné le goût d'apprendre d'abord puis celui d'enseigner. « Je n'étais pas le meilleur élève mais j'aimais aller en classe. » Il raconte que c'était parfois compliqué d'avoir sa mère comme institutrice, ses copains se moquaient un peu de lui mais elle disait que c'était la seule manière de le surveiller et d'être sûre qu'il travaille. Les cinq enfants de la famille ont terminé leur scolarité.

À 18 ans, Solomun quitte Asseb, sa ville d'origine en Érythrée, et part à Asmara, la capitale, pour suivre les cours de l'Asmara Teacher Training et devenir professeur d'anglais. Il s'installe sur le campus de l'école pendant la semaine et passe ses week-ends chez une tante qui vit dans la capitale. Il rend visite à sa mère deux fois par an, « c'était une période heureuse » se souvient-il. Il obtient son diplôme et il lui est demandé de rentrer enseigner dans sa région. Lui, il aurait préféré rester à Asmara où les opportunités de poste sont plus nombreuses et les salaires plus élevés. Mais il aime son travail et ne se plaint pas ; c'est seulement qu'il gagne peu d'argent et que la vie n'est pas simple dans ces conditions. « Des collègues me disaient que les professeurs sont mieux payés à Djibouti, que le quotidien est agréable. J'en ai parlé à ma mère qui m'a soutenu. Je suis parti à pied un matin de 2013. »

Il sait que le périple qu'il va entreprendre peut être risqué mais il aspire tellement au changement que rien ne peut vraiment le freiner. Il n'emporte pas de souvenirs, seulement de l'eau et une poignée de céréales pour tenir

quelques jours s'il ne trouve rien à manger. « J'ai marché pendant trois nuits avec trois filles et le frère d'une de mes anciennes élèves qui était un passeur d'Érythrée et connaissait tous les chemins. Le jour nous nous cachions des patrouilles » raconte Solomun.

Montagnes et plaines se succèdent et le petit cortège commence à fléchir ; l'une des filles est épuisée et Solomun la porte sur ses épaules et l'aide à avancer. « À cette époque il y avait de l'humanité entre nous, on se soutenait. Aujourd'hui on entend toutes sortes d'histoires horribles. Sans humanité, nous aurions pu faire n'importe quoi avec elles. »

La solidarité les conduit à passer la frontière ensemble. Obock, Moulhoule, Djibouti ville ; Solomun parle de chance

à propos de toute cette traversée éprouvante. Ils sont pris en charge par l'ONARS et reçoivent une attestation de réfugié qui leur confère un statut dans ce nouveau pays. Le jeune homme a l'impression d'entrevoir enfin l'avenir.

Ils sont envoyés dans le « village de réfugiés » d'Ali Addeh, à 130 km au sud de la capitale djiboutienne. Trois groupes y cohabitent, les Somalis, les Amhara et les Érythréens et quelques personnes minoritaires d'autres nationalités. « Pour vivre à l'intérieur du camp il faut soit avoir de l'argent, soit connaître quelqu'un à l'extérieur qui puisse vous donner de l'huile, de la farine, les produits de base. Sinon la vie est pénible. » explique-t-il.

Puisqu'ils n'ont ni économies ni connaissances, ils se débrouillent et obtiennent le strict nécessaire à force de ruse.



S O L O M U N





« C'est un endroit sûr pour dormir mais pas pour vivre. »

Deux mois plus tard, le groupe se disperse ; l'une des jeunes filles part en Éthiopie et il décide de tenter sa chance dans la capitale. Il trouve du travail chez un barbier où il passe aussi ses nuits et complète son salaire en vendant des produits de coiffure en parallèle. Il explique en souriant qu'il ne refuse jamais les occasions de faire des « petites affaires. »

Solomun s'ancre peu à peu dans la vie djiboutienne et prend régulièrement des nouvelles de sa famille : tout le monde va bien à Asseb. En 2016, il est employé dans une quincaillerie en centre-ville pour un salaire mensuel de 30 000 DJF grâce auquel il peut payer un loyer.

Un emploi, une maison : il dit qu'il était plutôt heureux à cette époque. C'est à ce moment-là qu'il demande qu'on lui envoie des photos et quelques bijoux, souvenirs d'Érythrée.

Le fragile édifice patiemment construit s'effondre soudainement lorsqu'il apprend trop tard que sa mère est morte. Ses frères et sœurs n'ont pas voulu l'informer qu'elle était malade, elle même n'avait rien dit quelques semaines avant au téléphone.

« Ils ne m'ont pas prévenu car ils savaient que j'aurais tout essayé pour venir malgré les dangers. Evidemment que j'aurais tout tenté, quel fils ne voudrait pas revoir sa mère une dernière fois ? », demande-t-il avec émotion. Il est si triste et en colère qu'il change de numéro

de téléphone et ne parle plus à sa famille pendant un an.

Il perd son travail, puis il tombe malade. Mais il n'a rien oublié de son anglais et l'OIM le fait travailler ponctuellement comme traducteur. Il se marie avec une Éthiopienne.

Solomun n'est pas amer, même si l'impossibilité de rentrer chez lui lui a rappelé la douleur de l'exil. Pour confirmer l'absence de tout regret, il explique que s'il rencontrait un jeune Érythréen arrivant à Djibouti, il lui dirait sincèrement que l'avenir lui appartient plus ici que dans son pays natal. ❖







62

TANEEMA  
HUSSEIN  
NIMA  
FIROMSA  
ABIR  
MOHAMED  
AMIN  
NIMA  
ILYAS  
MADHI  
FATOUMA  
HAWA  
MAMO  
KIFAYA  
HARIRI  
ABDOURAHIM  
SOLOMUN



63



Fironsa, déjà marqué par cette épreuve, continue jusqu'à  
 mort. Il n'a plus d'argent, il est contraint de vendre  
 pour manger. Un peu plus loin, il trouve du travail  
 dans une ferme qui produit du khat où il reste  
 plusieurs mois avant de continuer à avancer vers la  
 frontière avec l'Arabie saoudite. Accompagné de  
 trois éthiopiens, il emprunte sans le savoir "la route  
 de la contrebande" : alcool, opium, humains, tout  
 s'achète se vend se négocie. Le petit groupe tombe  
 entre les mains de trafiquants, Fironsa fait payer  
 10.000 Birr par sa famille, une autre partie aux  
 deux autres sont mis devant eux sur l'honneur  
 de ne pas fuir, en pleurant, il est incapable de  
 continuer. Il fait deux mois après que sa famille lui  
 ait encore envoyé 5000 Birr. Il est fragile psychologi-  
 quement, il y a des échanges de tirés à la guerre,  
 d'autres morts sur la route, "j'étais sûr que j'allais  
 mourir" avoue-t-il. Depuis qu'il a un peu récupéré au  
 COAM, le jeune homme veut absolument dire aux autres

Nous remercions tous ceux qui ont participé  
 à ce carnet, en particulier l'OIM Djibouti,  
 l'équipe OIM du COAM à Obock pour son accueil  
 chaleureux et efficace, et Mamo-Yetneberk,  
 traducteur plein d'humanité.

Textes : Agnès Matha  
 Dessins et peintures : Patrick Singh  
 Conception graphique : Catherine Ballet  
 Imprimé en France

Les opinions exprimées dans le présent texte sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les  
 vues de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et de la Délégation de l'Union européenne.